

CULTURE

Têtes parlantes et espèces sonnantes au Festival Hot Docs de Toronto

Page C 7

CAHIER C

ÉCONOMIE

Appui massif à la transformation du PCAA

La crise du papier commercial se dirige lentement vers un dénouement. Après un vote crucial ayant récolté hier l'appui de 96 % des investisseurs touchés, il reste à attendre la bénédiction du juge Campbell, de la Cour supérieure de l'Ontario.

FRANÇOIS DESJARDINS

Les efforts visant à régler la crise du papier commercial ont franchi une étape cruciale hier, lorsque 96 % des investisseurs qui n'ont pas accès à leur argent ont approuvé un plan de restructuration destiné à tourner la page sur ce casse-tête de 32 milliards.

Cet appui sans équivoque au plan du comité présidé par l'avocat Purdy Crawford fait en sorte qu'il ne reste plus qu'une seule étape avant de mettre la restructuration sur les rails: la bénédiction d'un juge de la Cour supérieure de l'Ontario, qui pourrait rendre sa décision dès vendredi prochain.

En tout, 1932 investisseurs — environ 100 institutionnels et 1800 individuels — se sont prévalus de leur droit de vote. De ce nombre, 1853 ont voté en faveur du plan, ce qui représente 95,9 % des suffrages, beaucoup plus que la simple majorité qui était exigée.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le plan proposé par Purdy Crawford a reçu l'appui de 96 % des investisseurs.

De plus, les investisseurs qui ont appuyé le plan détiennent 28,8 milliards de dollars, ce qui excède de loin le seuil de 66,6 % qui était nécessaire.

«Pas besoin de vous dire qu'on est heureux du résultat du vote», a dit M. Crawford lors d'une conférence de presse à Toronto qui était rediffusée par téléphone.

«L'appui était plus fort que ce que j'avais anticipé.» Même si le juge Colin Campbell, de la Cour supérieure de l'Ontario, estime vendredi prochain que le

plan est équitable pour les investisseurs, un nuage d'incertitude planera pendant encore un certain temps, car un détenteur de PCAA qui voudrait porter cette décision en appel aurait 21 jours pour le faire.

Cette possibilité d'appel, a dit un avocat qui conseille M. Crawford, pourrait retarder l'entrée en vigueur du plan, et donc retarder le moment où les investisseurs pourront espérer reprendre leurs billes. «Ce ne sera pas des années, vraiment pas. Je ne veux pas faire de conjectures. Ce n'est pas une question de jours non plus, mais c'est quelque part entre les deux», a dit Stephen Halperin, avocat au cabinet Goodmans, à Toronto.

Chez certaines entreprises detentrices de PCAA, la grogne est palpable depuis longtemps. Quelques-unes ont tenté de convaincre le juge Campbell cette semaine de remettre le vote à plus tard, en vain.

Contexte

De manière générale, le papier commercial adossé à des créances, souvent appelé PCAA, est un titre renouvelable tous les 30 ou 60 jours qui génère des rendements relativement faibles mais légèrement supérieurs aux titres gouvernementaux. Il est jugé sécuritaire et on en trouve beaucoup dans les fonds du marché monétaire, par exemple.

Les rendements qui génère le PCAA proviennent notamment de dettes de cartes de crédit, de voitures de location, de prêts hypothécaires, etc. Au Canada,

l'ensemble du marché du PCAA se chiffre à environ 120 milliards de dollars. La tranche problématique, cependant, est celle qui avait été vendue par des entités non bancaires, soit plus de 30 milliards.

En août 2007, de grands établissements ont commencé à craindre que le PCAA non bancaire soit trop dépendant du marché hypothécaire américain. Peu à peu, ils ont cessé d'en acheter, à tel point que les entités qui en émettaient ont été coincées. Le créneau au complet s'est trouvé paralysé, et les grands détenteurs ont convenu de décréter un moratoire.

L'opération en cours est la plus grosse restructuration de l'histoire financière canadienne. Le contrôleur désigné par la cour est Ernst & Young.

Le plan du comité de M. Crawford — appuyé par de grandes pointures comme la Caisse de dépôt et placement, la Banque Nationale, le Mouvement Desjardins, Deutsche Bank, etc. — est de convertir le PCAA en obligations à plus long terme. Ces obligations seraient négociables.

A elle seule, la Caisse de dépôt possède pour 13,2 milliards de papier commercial, comparativement à deux milliards pour la Banque Nationale. Toutes sortes d'entreprises, dont Transat, en détiennent aussi.

Le comité Crawford a souvent dit que l'échec du vote aurait des conséquences désastreuses. Certains

VOIR PAGE C 2: PCAA

Bell accusé de ralentir le trafic Internet

L'union des consommateurs joint sa voix à l'Association des fournisseurs d'accès Internet pour se plaindre auprès du CRTC d'une pratique présumée illégale de Bell. Craignant également que les autres propriétaires de réseau soient tentés d'imiter le géant des télécommunications, l'organisme de défense des intérêts des consommateurs accuse Bell de ralentir le trafic Internet, ce qui rendrait ardu le téléchargement de certains fichiers.

Dans son communiqué, l'Union des consommateurs a précisé hier avoir déposé une requête devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) visant à faire cesser une pratique présumément illégale de Bell Canada. L'organisme accuse Bell de ralentir de façon délibérée le trafic Internet pour certaines applications. «En plus de ne pas fournir à ses clients ce pour quoi ils paient, la haute vitesse de transfert de données, elle met en cause la neutralité d'Internet. Nous demandons au CRTC d'intervenir avec la plus grande fermeté», a commenté l'analyste en télécommunications de l'Union des consommateurs, Anthony Hémond.

Au début du mois, l'Association canadienne des fournisseurs Internet (ACFI) avait également sensibilisé le CRTC à cette pratique imputée à Bell, propriétaire de réseau et également fournisseur de services. Certains membres de l'Association auraient remarqué en mars une augmentation des plaintes de la part de leurs clients, qui disaient avoir de la difficulté à transmettre et à recevoir des fichiers, à écouter la radio en ligne ou à utiliser leur service de téléphone Web.

Position dominante

Plusieurs des membres de l'Association sont des fournisseurs d'accès à Internet non affiliés à de grandes compagnies de câble ou de téléphone. Dans sa plainte au CRTC, l'Association affirme que Bell enfreint plusieurs règles et abuse de sa position dominante dans le marché en pratiquant le ralentissement du trafic Internet.

L'Union des consommateurs a repris l'argumentaire. «Depuis l'automne dernier, Bell a mis en place sur son réseau haute vitesse, en catimini, un dispositif qui lui permet d'identifier le trafic associé à certaines technologies de partage de fichiers et, aux heures d'affluence, freine délibérément la vitesse de ce trafic.» Bell soutient

VOIR PAGE C 2: BELL



Les consommateurs canadiens sont moins touchés par la hausse du prix des denrées alimentaires parce qu'il y a au Canada un système de gestion de l'offre qui stabilise les prix, du moins dans le cas des productions contingentes: lait, œufs et volaille.

BEAWIHARTA REUTERS

Crise alimentaire: Ottawa devrait expliquer sa stratégie internationale

CLAUDE TURCOTTE

Laurent Lessard, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, va demander à son homologue fédéral d'expliquer sa stratégie internationale en ce qui a trait à la crise alimentaire qui affecte déjà plusieurs sociétés dans le monde et qui menace aussi d'avoir des répercussions importantes sur l'économie agricole d'ici.

«Il s'agit de voir ce qu'il y a derrière la crise alimentaire internationale», explique le ministre. Il faudrait se pencher, par exemple, sur les accords internationaux qui font qu'une telle crise puisse arriver. M. Lessard propose en somme au gouvernement fédéral qu'on regarde «le jardin mondial de l'alimentation» et que cela soit fait lors de la prochaine réunion fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture à Québec en juillet prochain.

Pour les consommateurs canadiens toutefois, souligne le ministre, il y a au Canada un système de gestion de l'offre qui stabilise les prix, du moins dans le cas des productions contingentes (lait, œufs et volaille). Néanmoins, il arrive que certaines céréales, dont les prix ont considérablement augmenté, soient importées au Canada, notamment à des fins de consommation animale, ce qui alors peut avoir un impact sur les coûts de production.

Le ministre a fait ces remarques à l'occasion d'une visite hier au Salon international de l'alimentation de Montréal. Il en a profité pour annoncer une injection de cinq millions dans le programme Québec Export, soit trois millions au Groupe Export agroalimentaire Québec-Canada et deux millions à Transformation alimentaire Québec, pour la veille, afin de mieux déceler les tendances dans les différents marchés internationaux. Ces sommes s'ajoutent aux 15 millions déjà



Laurent Lessard

VOIR PAGE C 2: CRISE

Assurance pour maladies graves et soins prolongés: trop cher de s'en passer



Gérard Bérubé

Survivre à la maladie peut comporter un coût financier à ce point élevé qu'il devient dispendieux de ne pas se protéger. Assurance pour maladies graves, assurance pour soins longue durée, assurance invalidité... survol de trois produits complémentaires.

Une personne sur trois souffrira d'un cancer au cours de sa vie, et 60 % des personnes atteintes y sur-

vivront plus de cinq ans; une personne sur quatre sera atteinte d'une maladie cardiaque au cours de sa vie, et 95 % des personnes survivent à une première crise; une personne sur vingt subira un accident vasculaire cérébral (AVC) avant l'âge de 70 ans, alors que 80 % des personnes survivent à un premier AVC.

Ces données sont tirées d'un dépliant promotionnel de Desjardins Sécurité financière. On y mentionne également que 25 % des reprises hypothécaires sont dues à l'incapacité de l'emprunteur d'effectuer ses paiements pour cause de maladie. Et une page entière est consacrée aux coûts sur les systèmes — public, privé, américain — de la santé. Sans oublier le temps d'attente. «En 1993, un Canadien attendait en moyenne 9,3 semaines entre le moment où son médecin le dirigeait vers un spécialiste et celui où il recevait son premier traitement. En 2007, ce temps d'attente est de 18,3 semaines, soit le double.»

S'ajoutent les considérations liées à la perte de revenu pour la personne atteinte d'une maladie et le conjoint de-

meurant à ses côtés; aux frais de transport et d'hébergement associés au traitement; à l'aide à domicile pour accomplir les tâches courantes; à l'achat de médicaments non couverts; aux traitements parallèles... Survivre à la maladie coûte cher, un coût que la personne atteinte d'une maladie ou d'une perte d'autonomie n'a pas à ajouter à son stress.

Marco Madon est conseiller en sécurité financière pour SFL, un réseau de conseillers indépendants partenaire de Desjardins Sécurité financière. Il prépare un court métrage visant à sensibiliser ses confrères à la nécessité d'éveiller leurs clients au besoin d'une protection en cas de perte d'autonomie ou de maladie grave. Ce court métrage sera disponible vers la fin de mai. On doit y retrouver des témoignages. Celui d'une personne, plus jeune, atteinte d'une maladie grave et qui ne bénéficie d'aucune protection financière. Celui d'une autre, plus âgée, obte-

nant répit, réconfort et pouvant demeurer à domicile parce qu'elle avait une assurance pour soins prolongés. «Pour elle, cela fait une différence par rapport à se retrouver entièrement à la charge du système public.» Celui d'une troisième, un préposé aux bénéficiaires à l'emploi d'un

CHSLD. Il ne fait pas une critique du régime public. Il parle plutôt des pressions qui s'exercent sur le réseau et le personnel, des limites du système et de l'impuissance du personnel.

Ce court métrage sera distribué gratuitement et tout don servira à combattre la sclérose en plaques, la maladie qui afflige la sœur de Marco Madon. «Je vois la réalité de ma sœur. Je suis représentante en épargne collective. J'avais un produit d'assurance dans mes cartons qui aurait pu l'aider financièrement à vivre cette épreuve, mais

VOIR PAGE C 2: FINANCES

Vos finances

ÉCONOMIE

BELL

SUITE DE LA PAGE C 1

de ce type d'usage solliciterait indûment le réseau et nuirait à l'ensemble des utilisateurs. Or elle «omet de fournir ne serait-ce que l'ombre d'une preuve pour étayer sa thèse», réplique l'organisme.

Ce contrôle de la bande passante privilégié par certains géants canadiens des télécommunications a provoqué un débat au sujet du degré de concurrence permis au sein de l'industrie et du nombre d'options proposées aux internautes à la recherche d'un service rapide. L'ACFI prétend que Bell a réduit la concurrence au sein de l'industrie en imposant des politiques de restriction du trafic à tout fournisseur d'accès à Internet utilisant ses lignes téléphoniques au Québec et en Ontario. L'initiative a été lancée sans avertissement aux consommateurs, à la mi-mars, et l'Association a indiqué que les mesures adoptées avaient pour effet de ralentir

de façon significative le trafic Internet entre 16h30 et 2h.

De son côté, Bell maintient que les nouvelles politiques visent à niveler le terrain de jeu en empêchant un petit groupe d'internautes d'accaparer la bande passante, bien que ses responsables n'aient pas expliqué pourquoi ces politiques n'étaient pas appliquées dans d'autres parties du pays. Bell n'est pas le seul important fournisseur d'accès à Internet exerçant un contrôle de la bande passante. Rogers Communications a eu des politiques similaires pendant un certain temps.

Richard Morochove, expert-conseil de Toronto, a déjà dit être d'accord avec l'affirmation de Bell voulant que la mesure vise à assurer des niveaux de service égaux sur son réseau. Il croit toutefois que cette décision est motivée par un désir de limiter la concurrence des fournisseurs indépendants en leur imposant les mêmes restrictions de trafic que connaissant les utilisateurs de Sympatico depuis 2007.

Dans sa requête déposée hier, l'Union des consommateurs allègue qu'en agissant de la sorte Bell viole plusieurs dispositions de la Loi sur les télécommunications, «puisqu'elle limite l'accès des Canadiens aux services de télécommunications, freine le libre jeu du marché et menace la concurrence déjà fragile en matière de services d'accès haute vitesse à Internet».

«Derrière l'écran de fumée que déploie Bell pour justifier ses agissements, l'Union des consommateurs considère que le ralentissement ciblé du service cache des enjeux fondamentaux: le contrôle discriminatoire des contenus et des technologies, qui menace le fondement même d'Internet, sa neutralité», a-t-il renchéri, tout en ajoutant que «d'autres joueurs importants flirtent aussi avec l'idée d'utiliser la restriction de la vitesse de transfert afin de contrôler les contenus».

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

FINANCES

SUITE DE LA PAGE C 1

mais je n'y pensais pas.» Marco Madon veut sensibiliser des gens, des conseillers qui, comme lui, peuvent faire une différence. Et il se demande, au passage, pourquoi l'achat de ces produits d'assurance ne serait pas accompagné d'un incitatif sous forme d'un crédit d'impôt. Après tout, ces protections ne contribuent-elles pas à alléger les pressions sur les fonds publics?

«Aujourd'hui, j'aborde ces produits d'assurance comme un placement. Elle n'est plus vraie cette tendance voulant que l'on maximise notre revenu de retraite en premier, que le reste ou le résiduel devient un arbitrage secondaire. Il est très important de prévoir également des montants en cas de maladie ou de perte d'autonomie. J'en vois les conséquences quotidiennement, et dans des cas toujours plus nombreux.»

Ce long préambule nous amène à cette distinction entre assurance pour maladies graves, pour soins prolongés et pour invalidité. Dans ce dernier cas, l'assurance invalidité devient la base. Elle prend la forme d'une assurance-salaire ou revenu. Elle vient protéger une partie ou la totalité du revenu perdu, de manière à couvrir les dépenses courantes. La protection vaut pour la durée du contrat (travailleur autonome) ou tant que le lien d'emploi est maintenu.

S'inscrivant en complémentarité, l'assurance pour maladies graves prend la forme d'un versement d'un montant forfaitaire généralement 30 jours après le diagnostic. Le montant de la protection peut varier entre 25 000 \$ et deux millions et le contrat couvre généralement une vingtaine de maladies. «Ce n'est pas une police de remplacement du revenu. C'est un montant forfaitaire qui apporte une marge de manœuvre, qui peut être utilisé par le bénéficiaire comme bon lui semble, qui peut lui permettre de composer avec les dépenses engendrées par la maladie», a résumé Nathalie Tremblay, chef de produits d'assurance maladie chez Desjardins Sécurité financière.

Pour sa part, l'assurance pour soins prolongés ou de longue durée prend la forme d'une rente mensuelle versée lorsqu'il y a perte d'autonomie, le temps que cette perte perdure. Et il y a perte d'autonomie lorsqu'une personne ne peut accomplir au moins deux des six activités courantes de la vie quotidienne.

Ces deux derniers produits répondent à des besoins spécifiques et ne sont pas acquis au même moment. L'âge moyen d'une personne contractant une assurance pour maladies graves est de 38 ans. Celui qui s'en remet à l'assurance pour soins prolongés se retrouve généralement au début de la cinquantaine. Il est logique de passer de l'un à l'autre, en fonction des risques associés ou typiques à chaque groupe d'âge.

Une parenthèse: l'assurance pour maladies graves renferme généralement une protection pour perte d'autonomie. Mais dans ce cas, il y a une notion de permanence. La perte d'autonomie doit être totale et irréversible.

Enfin, très populaire, l'assurance pour maladies graves offre l'option de remboursement des primes au décès, si ce décès n'est pas lié à la maladie, ou à la fin du contrat. Cette option aide beaucoup au développement du produit. Et elle réconcilie les gens avec les produits d'assurance. «Les consommateurs aiment beaucoup cette caractéristique puisqu'ils se disent souvent: "Si l'on m'arrive rien, j'aurai payé cette protection pour rien"», a souligné Mme Tremblay.

Les primes varient selon les modalités du contrat, le nombre de maladies couvertes, les caractéristiques du bénéficiaire, la durée du contrat (temporaire 65 ans, temporaire 75 ans ou permanent) et l'option de remboursement des primes. Lorsque ce remboursement couvre 100 % de la prime, le coût de la protection revient à l'intérêt ou au rendement perdu.

Le produit est donc tout sauf inaccessible, ne serait-ce que si l'on s'en tient au minimum. Déjà, recevoir 25 000 \$ comptant, non imposable...

Le Devoir

CRISE

SUITE DE LA PAGE C 1

annoncés pour stimuler l'implantation d'une culture d'innovation dans un plus grand nombre d'entreprises du secteur de la transformation alimentaire. Ces montants constituent la première partie des mesures prises pour appuyer la mise en œuvre du rapport Pronovost. Le budget de la ministre Jérôme-Forget prévoit un montant de 60 millions sur cinq ans en vue de donner suite à ce rapport sur l'agriculture et l'agroalimentaire.

Cette aide vise à aider les entreprises à relever le défi de mieux positionner leurs produits sur les marchés étrangers, lesquels sont très importants. En 2006, les exportations de produits agroalimentaires québécois ont dépassé les quatre milliards de dollars. En fait, 56 % des ventes de l'industrie étaient effectuées hors Québec. Les produits agroalimentaires transformés au Québec représentaient 85 % des exportations agroalimentaires, et ils étaient faits à 72 % avec des matières premières cultivées ou pêchées ici.

Le ministère souligne que, depuis 2002, la part de marché du Québec aux États-Unis a diminué au profit de pays comme la Chine, le Mexique, le Brésil et le Chili. D'autres pays émergents ont enregistré une croissance notable de leurs exportations vers les États-Unis, notamment l'Argentine, le Pérou, l'Indonésie et la Malaisie, selon des statistiques du US Department of Commerce.

Le Devoir

PCAA

SUITE DE LA PAGE C 1

analystes croient qu'en raison de la crise de confiance qui s'est manifestée sur le marché canadien, le papier commercial ne vaut plus que 60 ou 70 % de sa valeur initiale.

Renoncer aux poursuites

Lors d'une tournée de quelques villes pour rencontrer de petits investisseurs, M. Crawford a entendu plusieurs d'entre eux déplorer que le processus soit complexe. Ils déploieraient aussi qu'en approuvant le plan de restructuration, ils seraient obligés de renoncer à tout recours légal contre les courtiers qui leur avaient vendu le PCAA de même que les entités non bancaires.

Selon Canadian Press, lors de l'assemblée hier à Toronto, un homme représentant certains investisseurs a lu une déclaration selon laquelle «ceux qui votent oui conservent la possibilité d'argumenter sur la validité et le caractère équitable de cette renonciation de droit de poursuite».

Au cours des dernières semaines, deux courtiers ont offert à leurs clients un remboursement intégral. Canaccord Capital s'est engagé à verser environ 138 millions à 1400 clients et Credential, qui agit comme courtier pour des caisses d'épargne de l'Ouest canadien, a offert 48 millions à 335 clients.

Le Devoir

JUSTE EN HAUT
DE SHERBROOKE.
SANS DÉPASSER
VOTRE BUDGET.

Studios 1 c.à.c. et 2 c.à.c. à partir de 139 900 \$, jusqu'à plus de 300 000 \$.

3475, rue de la Montagne

CLUB SOMMET

www.clubsommet.ca

Heures d'ouverture des suites modèles et bureau des ventes:
lun.-jeu. de 1 h à 19 h. sam. - dim. de 12 h à 17 h

CONCOURS MAROC

LE DEVOIR et TV5

en collaboration avec

révateurs club voyages



الخطوط الملكية المغربية
royal air maroc

Saveurs
du Maroc



Révateurs, spécialiste des voyages depuis plus de 20 ans, vous offre la chance de gagner le voyage de vos rêves. Séjour de 8 jours / 6 nuits à Agadir l'une des plus grandes stations balnéaires du Maroc.

Le voyage inclut : hôtel, vols et transferts
Une valeur de 4850\$

www.revateurs.com

Dès le 28 avril dans
LE DEVOIR et sur les ondes de TV5
du lundi au samedi à 17h55

Regardez l'émission
Questions pour un champion
et notez l'indice du jour

ÉCONOMIE

Société Générale:
Kerviel aurait magouillé jusqu'au bout

Paris — Jérôme Kerviel, le courtier soupçonné de falsifications qui ont coûté 4,9 milliards d'euros (7,65 milliards de dollars) à la Société Générale, a pris des positions hors normes jusqu'au jour de la découverte des faits par la banque française, a-t-on indiqué hier dans l'entourage de la banque.

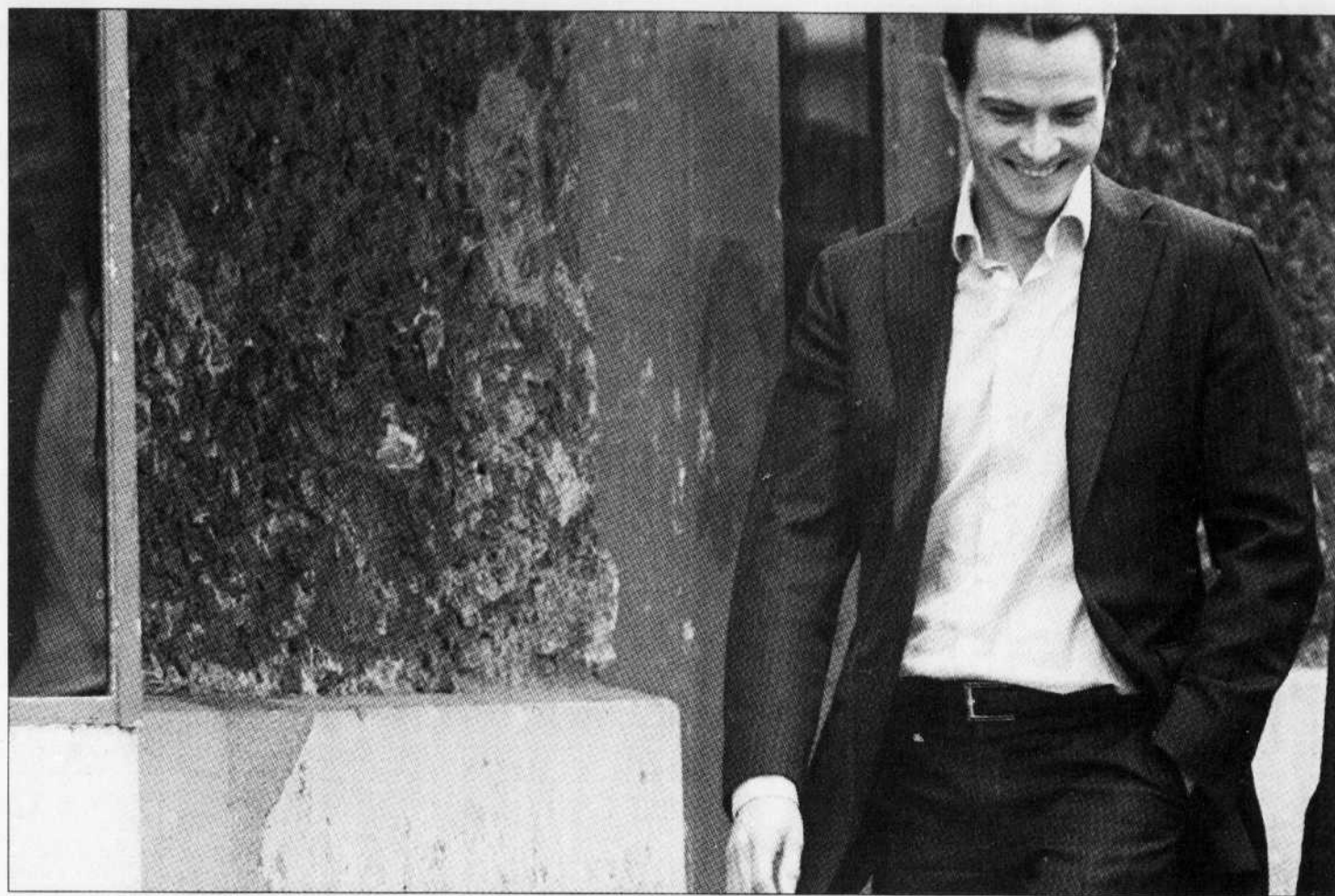
Ces éléments, déjà présents dans le dossier d'instruction, ont été mis en lumière par deux cadres de la Société Générale qui ont été entendus lundi par les juges, a-t-on précisé de même source.

Selon ces informations, le trader a acheté pour 8,15 milliards d'euros de contrats à terme dans la journée du 17 janvier et quelque 3,09 milliards d'euros le lendemain sur des produits dérivés d'indice européen, l'Eurostoxx et allemand, le Dax, a-t-on ajouté.

C'est le 18 janvier que la hiérarchie directe de Kerviel avait été alertée après que le middle-office (vérification des opérations des courtiers) eut détecté des opérations anormalement élevées et douteuses du courtier les jours précédents. Une équipe de vérification avait alors été constituée dans la soirée, avant que la banque ne découvre deux jours plus tard des positions gigantesques, de près de 50 milliards d'euros, que le trader avait pris en son nom sur le marché.

Vendredi 18, plus de la moitié des opérations ont été réalisées après 12h et certaines dans la soirée, après que Jérôme Kerviel eut adressé de faux courriels aux services de contrôle de la banque pour se justifier sur les transactions suspectes qui avaient été repérées, selon la banque.

Soupçonné de la plus grande fraude de l'histoire bancaire imputée à un seul homme, le courtier de 31 ans a été inculpé le 28 janvier pour «faux et usage de faux», «introduction dans un système de données informatiques» et «abus de confiance». Il a été re-



JOËL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Le courtier Jérôme Kerviel est soupçonné de la plus grande fraude de l'histoire bancaire imputée à un seul homme.

mis en liberté sous contrôle judiciaire le 18 mars.

Emploi

Jérôme Kerviel est employé par une société d'expertise informatique, LCA, depuis début avril. LCA, une société spécialisée en conseil et expertise informatique de Levallois-Perret, dans le département des Hauts-de-Seine, près de Paris. «Ce n'est pas une nouveauté [...], c'est une offre d'emploi qui a été présentée au tribunal le 8

février. [...] [Kerviel] l'a acceptée il y a une quinzaine de jours et il a commencé la semaine dernière», a précisé Christophe Reille avant d'ajouter que Jérôme Kerviel a obtenu une modification de son contrôle judiciaire pour prendre cet emploi.

Dans son édition d'hier, *Le Figaro* précise que son employeur, Jean-Raymond Lemaire, figurait sur la liste des 20 personnes que Kerviel n'avait pas le droit de rencontrer dans le cadre de son

contrôle judiciaire. «Lorsqu'il [Kerviel] est sorti de prison, son contrôle judiciaire prévoyait qu'il ne pouvait pas rencontrer un certain nombre de personnes parce que ces personnes n'avaient pas encore été entendues par le juge. Dès lors qu'elles ont été entendues par le juge, il n'y a aucune raison pour qu'il ne puisse pas les rencontrer.»

Le 18 mars dernier, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris avait ordonné sa remise en liberté sous contrôle judiciai-

re. Son contrôle judiciaire lui enjoint notamment de remettre sa carte d'identité et son passeport à la justice, lui interdit de quitter l'Ile-de-France, de se rendre dans des salles de marchés ou places boursières. Il doit également se présenter chaque semaine auprès des services de police et ne peut rencontrer un certain nombre de personnes.

Associated Press
Agence France-Presse

EN BREF

Plus cher
avec deux bagages

Air Canada a annoncé hier qu'elle chargerait à partir du 15 juillet des frais de 25 \$ pour un deuxième bagage enregistré aux clients des services de tarifs réduits Tango et Tango Plus pour pallier la hausse du prix du carburant. La nouvelle politique touchera les vols à l'intérieur du pays ainsi que ceux entre le Canada et les États-Unis, y compris Hawaii, mais pas les vols internationaux. Les clients qui voyagent sans bagage enregistré pourront toujours obtenir un rabais. Le chef des affaires administratives d'Air Canada, Ducan Dee, a soutenu que «dans une conjoncture où le prix du carburant ne cesse d'augmenter, il est plus important que jamais qu'Air Canada révisé son offre de produits afin de pouvoir continuer à proposer de bas tarifs quotidiens». Le plus grand transporteur aérien au Canada compte également réévaluer le poids des bagages permis.

— La Presse canadienne

«La pire récession
depuis longtemps»

Washington — L'économie américaine connaît «la pire récession que nous ayons vue depuis longtemps», a estimé hier le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, lors d'un entretien sur la chaîne d'information financière CNBC. «C'est l'un des pires retournements depuis la Grande Dépression» des années 1930, a affirmé M. Stiglitz. «La question est de savoir combien de temps elle va durer et quelle sera son ampleur», a-t-il ajouté. M. Stiglitz a estimé que la situation était «différente» de celle observée «lors des précédents épisodes» de récession, insistant sur les difficultés des banques, principales sources de financement de l'économie. L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale a critiqué les décisions prises par le gouvernement américain et le président George W. Bush depuis le début de la crise des crédits immobiliers à risque aux États-Unis, dits subprime. «Jusqu'à présent, l'administration Bush a fait trop peu, trop tard», a estimé M. Stiglitz, ajoutant que les mesures prises n'ont pas été bien conçues. — AFP

La crise du crédit fait flancher
la croissance au Royaume-Uni

FRÉDÉRIC POUCHOT

Londres — Touchée de plein fouet par la crise du crédit et l'essoufflement de l'immobilier, la croissance britannique est tombée au premier trimestre au plus bas niveau depuis trois ans, alimentant des craintes de récession à quelques jours d'élections locales cruciales pour Gordon Brown.

Le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année, contre 0,6 % au trimestre précédent, ralentissant ainsi à son pire rythme depuis le premier trimestre 2005, a annoncé hier l'Office des statistiques nationales. Toujours pour la première fois en trois ans, la croissance est tombée en dessous de son potentiel, évalué par les économistes entre 0,6 et 0,7 %.

En glissement annuel, la croissance est tombée à 2,4 %, loin des 2,8 % enregistrés fin 2007. Et sur l'ensemble de l'année en cours, les choses devraient encore se gâter, et le rythme pourrait être inférieur de moitié à celui de l'an dernier, ressorti à 3 %, selon certains experts.

La faute en revient à la crise du crédit, qui pèse sur l'activité du secteur bancaire et financier, très puissant dans un Royaume-Uni où les services réalisent près des trois quarts du PIB, et à un début de retournement du marché immobilier, dont les prix ont essuyé en mars leur plus fort repli depuis plus de 15 ans.

Prévisions rabaisées

Dans ce contexte, le Chancelier (ministre des Finances) Alistair Darling a déjà été forcé le mois dernier de ramener sa prévision de croissance pour 2008 entre 1,75 et 2,25 %, contre 2 à 2,5 % auparavant. Mais cette fourchette semble encore trop optimiste aux yeux du Fonds monétaire international, qui table sur un maigre 1,4 %, et de la plupart des économistes de la City. Le fléchissement du premier trimestre a donné le grain à moudre à ces Cassandra, malgré l'annonce lundi par la Banque d'Angleterre d'un plan de choc pour soutenir les banques.

«Nous pensons que cela va marquer le début d'un ralentissement profond et prolongé, qui verra les déséquilibres qui se sont creusés ces dix dernières années éclater», au premier rang desquels «la surévaluation du marché immobilier et le



DARREN STAPLES REUTERS

Les propriétés à vendre sont nombreuses à Leicester, dans le centre de la Grande-Bretagne. Le pays assiste à un début de retournement du marché immobilier, dont les prix ont essuyé en mars leur plus fort repli depuis plus de 15 ans.

surendettement des ménages», souligne Jonathan Loynes, chef économiste pour l'Europe de Capital Economics.

Il dit prévoir une croissance autour de 1,7 % cette année, et de 1 % seulement l'année prochaine, avec une chance sur trois que l'économie du Royaume traverse une récession (définie comme deux trimestres consécutifs de baisse du PIB) d'ici la fin de l'année prochaine. Une analyse partagée par Michael Hume, de la banque Lehman Brothers, qui dit tabler sur une croissance entre 0,2 et 0,3 % sur les trois prochains trimestres, et qui évalue à 35 % le risque d'une récession d'ici la fin 2009.

Ces perspectives économiques moroses, qui ne font que renforcer un climat de sinistrose déjà fortement répandu dans l'opinion depuis l'éclatement de la crise finan-

cière l'été dernier et la chute en septembre de la banque Northern Rock, sont de mauvais augure pour le gouvernement travailliste de Gordon Brown.

Selon un sondage paru jeudi dans le *Daily Telegraph*, la popularité des conservateurs au sein de l'électorat est au plus haut depuis 21 ans, à 44 % contre 26 % au Labour, qui s'est déchiré ces derniers jours autour d'une mesure fiscale décidée l'an dernier par M. Brown lorsqu'il était encore Chancelier.

Les élections locales prévues jeudi prochain risquent donc de se traduire par la perte de nombreuses collectivités au profit de l'opposition conservatrice, dont la très emblématique capitale Londres, dirigée depuis huit ans par Ken Livingstone.

Agence France-Presse

LE MAGAZINE
À NE PAS MANQUER

TEST BOULE MAGIK
COMMENT JETER 60 \$ À L'EAU

SIGNÉ DANIELLE PROULX

Protégez-Vous

La référence des consommateurs www.protegez-vous.ca

PHOTO NUMÉRIQUE

29 APPAREILS À L'ÉPREUVE
21 LABOS TESTÉS
GUIDE D'ACHAT CADRES NUMÉRIQUES

EN KIOSQUE
MAINTENANT

Les Éditions
Protégez-Vous

La référence des consommateurs
www.protegez-vous.ca

LE MARCHE BOURSIER

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens.

Table with columns: Titres, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

LES COTES NEW YORK

TSX 14 103,87 -137,54

DOLLAR 1\$ canadien -0,20

98,40 \$us

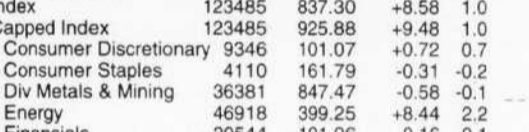
à New York 887,20 \$us +40,40

LES DEVICES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Table with columns: Devise, Valeur, Devise, Valeur for various international currencies.

COUP D'ŒIL



Indice Composé du TSX (X-SPIT TSE) 25 Avr 14:03:07

La Bourse de Toronto

Table with columns: Standard & Poots TSX, Canadian Smallcap, Canadian MidCap, etc.

Canadian Venture

Table with columns: S&P CDNX 83620, 2489.20 +10.10 0.4

Le Marché Américain

Table with columns: 30 Industrielles, 20 Transports, 15 Services publics, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table with columns: Compagnies, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for active stocks.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table with columns: Compagnies, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for active stocks.

INDICES QUÉBEC

Table with columns: 25 avril 2008, Fermeture, Variation journalière, etc.

www.marketplus.com

Procurez vous une Vision du marché boursier

Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec

Une initiative du Département de finance et de l'Université de Sherbrooke et de l'IREC.

ÉCONOMIE

La Chine et l'Inde: des rivaux de taille



Claude Chiasson

que l'Égypte, un pays pauvre selon les normes du monde arabe, récolte 5400 \$ par habitant. Le Canadien obtient en moyenne 38 200 \$. Notre partenaire de l'ALENA, le Mexique, un pays qui n'est pourtant pas réputé riche, récolte 12 500 \$ par personne.

Tous ces chiffres sont tirés de CIA, The World Factbook de 2007 (www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2004rank.html).

Si les chiffres de CIA, The World Factbook ne font pas autorité, faisons un tour du côté des Nations unies. Voici les classements de la Chine, de l'Inde et de l'Égypte.

■ Rang selon le HDI (Human Development Index) d'après le rapport des Nations unies publié en 2007 avec les données de 2005-06: Chine 81^e, Égypte 112^e, Inde 128^e (sur 177 pays et territoires classés).

■ Espérance de vie à la naissance: Chine 72,5 ans, Égypte 70,7 ans, Inde 63,7 ans.

■ Alphabétisation des adultes: Chine 90,9 %, Égypte 71,4 %, Inde 61,0 %.

Pourquoi cette chape de silence sur le retard flagrant de l'Inde? À mon avis, il faut chercher du côté de la politique et de l'idéologie néo-conservatrice régnante en Amérique du Nord.

C'est l'Inde comme contrepoints à la Chine. L'Inde notre « amie », la Chine notre prochaine ennemie.

Qu'en pensez-vous? Salutations distinguées, Charles Farah, B. Eng, MBA Ottawa



Fort intéressant, l'article du Devoir du 15 avril intitulé «Famine et inflation». Il se trouve que je connais bien la rue Drolet, ses restaurants, ses bistros, et que des amis y habitent.

Une chose qui revient souvent de nos jours, c'est l'émergence de l'Inde comme grande puissance économique, selon les médias. Or il n'y a rien de plus éloigné de la réalité. Un seul fait, mais de taille, suffira: savez-vous qu'il y a quelque 487 millions d'Indiens qui n'ont pas accès à l'électricité? Vous avez bien lu: 487 millions d'habitants de l'Inde sont privés d'un service aussi essentiel que l'électricité. Combien de fois ce fait important a-t-il été rapporté par les médias? Zéro.

Son concurrent, la Chine, compte seulement huit millions de personnes privées de cette fée l'électricité, ce qui fait moins de 1 % de la population chinoise. L'Égypte a 1,5 million d'habitants dans cette situation, soit environ 1,5 % de sa population.

Or comment peut-on avoir l'ambition de devenir une puissance économique si 44 % de la population indienne n'est pas branchée sur cette source d'énergie? On a beau chercher du bois et des broussailles pour faire cuire son repas, que peut-on faire sans électricité, à moins de vivre à l'âge de pierre ou presque? Les médias parlent souvent de l'Inde comme d'un pays à haute technologie, mais comment cela se peut-il vu cette situation désastreuse? Peut-on se brancher sur Internet sans électricité? Mystère.

L'Inde comme grande puissance est une fraude intellectuelle. Si on est le deuxième pays du monde par sa population, c'est sûr que le PNB sera important en taille, mais est-ce suffisant pour prétendre au club des pays modernes et puissants? Les faits démontrent que le PNB indien s'élève à 2700 \$ par habitant, un chiffre très bas même en tenant compte de la parité du pouvoir d'achat. Le pauvre Irakien, lui, qui est plongé dans une guerre interminable, récolte plus que l'Indien, soit 3600 \$ par habitant. La Chine pèse 5300 \$ par habitant, tandis

vous donnez. Et effectivement, pour l'Inde comme pour la Chine et la plupart des pays émergents, leur richesse mesurée par le produit national brut (PNB) par habitant n'est pas très élevée lorsque comparée à celle des pays industrialisés.

Cela dit, l'impact de la croissance globale des pays comme la Chine et l'Inde sur la demande des matières premières n'en est pas moins très important. Car avec un bassin de plus de deux milliards de personnes, toute augmentation du niveau de vie de ces habitants se traduit par une hausse significative de la demande pour les denrées de base et pour toute la panoplie des métaux industriels.

Tenez. Prenez l'exemple de l'automobile. Le plus important conglomérat indien, le Groupe Tata, projette d'introduire prochainement une petite voiture pour le peuple. Évidemment, pour que le projet puisse être un succès, la voiture doit être offerte à un prix adapté au faible niveau de richesse des habitants. Tata Motor, la filiale de l'automobile du Groupe Tata, a donc conçu la voiture de sorte que ses

coûts de construction soient suffisamment faibles pour l'offrir aux acheteurs potentiels à un prix minimum de 2500 \$US l'unité. Bien sûr, vu par le bout de la lunette des Nord-Américains, une voiture à un prix aussi faible ne vaut peut-être pas grand-chose. Mais, pour les Indiens, cette voiture représente la liberté pour se déplacer. Or, en dépit de son faible prix, si l'aventure s'avère un succès, la petite voiture pourrait vite être produite à coups de plusieurs millions d'exemplaires par année. Même si son prix correspond à une fraction du prix d'une petite voiture comparable en Amérique du Nord, les quantités requises en énergie, en acier, en plastique, en aluminium et autre matériau pour la construire ne seront pas de beaucoup inférieures à celles requises pour les petites automobiles américaines. Conséquence: une simple amélioration du niveau de vie des Indiens se traduit par une hausse énorme de la demande en volume pour les matières premières.

Avec des taux de croissance annuelle entre 7 % et 11 % du PIB, la Chine et l'Inde sont en mesure d'améliorer sensiblement leur niveau de vie au cours des prochaines décennies même si ces deux pays partent de très loin. La Chine est tellement avancée à ce chapitre que le gros de sa future croissance ne repose plus sur ses exportations mais sur le développement de son économie interne. Et, avec des réserves monétaires de près de 1500 milliards \$US, son gouvernement a toute la latitude voulue pour fouetter la demande interne en plafonnant le prix du pétrole, en abolissant les droits à l'importation sur les matériaux de base, etc. Autrement dit, les Chinois sont désormais en mesure de nous disputer le partage des ressources naturelles à travers le monde.

Bien que moins avancée dans son développement, l'Inde deviendra d'ici peu un joueur important. Il ne faut pas oublier que l'Asie contribue déjà à presque 50 % de la croissance économique mondiale.

Les pays industriels ne sont plus seuls à se partager les richesses de la planète. Les pays émergents sont désormais de la partie. Or, en admettant que les richesses naturelles soient en quantité limitée, il faut s'attendre à payer de plus en plus cher pour celles-ci. Et cela a déjà commencé.

Même que cette croissance tous azimuts des pays émergents pose déjà de sérieux défis en matière d'approvisionnement. A moins d'un ressac économique sans précédent (ce qui ne peut pas être exclu), préparons-nous, les baby-boomers, à payer très cher pour maintenir notre niveau de vie actuel.

cchiasson@proplacement.qc.ca
Classe Internet: www.proplacement.qc.ca

Nouveau sursaut du pétrole à New York

New York — Les cours du pétrole brut ont connu un vif sursaut hier à New York, au terme d'une nouvelle semaine de records, qui les a vus frôler les 120 \$US le baril, en raison de tensions géopolitiques et sociales dans différentes zones de production.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude pour livraison en juin a grimpé de 2,46 \$US à 118,52 \$US. Il s'est apprécié d'environ 2 \$US sur la semaine, qui a surtout été marquée par un bond, mardi, à un cheveu du seuil symbolique des 120 \$US le baril, avec un record à 119,90 \$US.

A Londres, le Brent de la mer du Nord a continué d'enchaîner les records sur la totalité de la semaine, avec un dernier pic hier, jusqu'à 117,56 \$US le baril. C'est la première fois que les cours dépassaient la barre des 117 \$US sur le marché londonien.

L'accalmie connue jeudi sur le marché de l'or noir, à la faveur d'un rebond du dollar, n'aura été qu'une brève parenthèse, car «maintenant, la plus grande peur du marché est la crainte d'une restriction de l'offre», a souligné Phil Flynn, analyste d'Alaron Trading.

«Or une nouvelle attaque sur un oléoduc au Nigeria et la menace d'une grève dans la raffinerie écossaise de Grangemouth poussent le prix du pétrole vers le haut, en dépit de la poursuite du rebond du dollar», a détaillé l'analyste.



KEITH BEDFORD REUTERS

À New York, le baril de light sweet crude a grimpé de 2,46 \$US, à 118,52 \$US.

De plus, à mi-séance, la nervosité du marché est soudainement encore montée d'un cran avec l'annonce qu'un navire affrété par la Marine américaine avait tiré jeudi des coups de semonce contre deux vedettes, présumées iraniennes, qui l'approchaient dans le Golfe.

Cette éventualité d'une escalade des tensions

entre les États-Unis et l'Iran, quatrième producteur mondial des cours, a suffi à provoquer un nouveau record du Brent et à ramener le light sweet crude jusqu'à 119,55 \$US, à quelques encablures de son record.

Agence France-Presse

Flaherty rencontrera les banquiers lundi

Ottawa — Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a fait savoir hier qu'il rencontrera dès lundi à Toronto des représentants de l'industrie bancaire canadienne pour discuter des grandes réformes financières évoquées lors d'une récente réunion des ministres des Finances du G7.

M. Flaherty avait indiqué le 16 avril qu'il désirait rencontrer les banquiers canadiens à ce sujet. À l'époque, le ministre avait vanté la performance des banques canadiennes, qui ont généralement évité les pertes sur créances gigantesques qui ont englouti plusieurs de leurs concurrents américains et européennes depuis l'éclatement de la crise hypothécaire aux États-Unis l'été dernier. M. Flaherty avait aussi

indiqué qu'il voulait uniformiser les pratiques bancaires au Canada.

Les ministres des Finances des pays membres du G7 se sont entendus à Washington, il y a deux semaines, pour apporter divers changements réglementaires au cours des 100 prochains jours, notamment dans le but de mettre en lumière toute exposition aux fragiles valeurs adossées à des prêts hypothécaires.

Les recommandations du soi-disant Forum sur la stabilité financière comprennent une supervision plus étroite des niveaux de capital, des réserves de liquidités et de la gestion de risque.

La Presse canadienne

Les revenus des chaînes spécialisées augmentent

Gatineau — Les chaînes de télévision spécialisées — dont celles de télévision payante et les services de vidéo sur demande — ont généré des revenus de 2,7 milliards de dollars l'an dernier, une progression de 9,1 % par rapport à 2006, selon des données compilées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Ces services ont également généré des profits de 647,1 millions, avant les déductions pour intérêts et impôts, soit une progression de 13 % par rapport à 2006.

Les revenus provenaient essentiellement des abonnements à la télévision par câble ou par satellite. Les abonnés de la cablodistribution ont contribué à hauteur de 1,2 milliard, pendant que ceux d'ExpressVu et de StarChoice fournissaient 574,8 millions.

Les recettes publicitaires arrivent en deuxième place pour les chaînes spécialisées, avec 928,8 millions générés à l'échelle nationale et 19,8 millions à l'échelle locale.

Les chaînes ont aussi dépensé davantage sur leur programmation l'an dernier. Elles ont ainsi consacré 917,9 millions à la programmation canadienne, en hausse de 3,3 %, contre 323,2 millions pour la programmation étrangère, une progression de 10 %.

Le mois dernier, le CRTC a révélé que les chaînes de télévision conventionnelles ont généré des revenus totaux de 2,2 milliards, dont 1,5 milliard en recettes publicitaires nationales.

Le profit avant intérêts et impôts a atteint 112,9 millions, soit le sixième de la somme engrangée par les chaînes spécialisées.

La Presse canadienne

GRATUIT!

Trousse de logiciels d'analyse Boursière

Recevez sans aucune obligation, notre trousse de démonstration :

- 3 CD-ROM, 17 vidéos totalisant 152 minutes d'enregistrement ;
- Un cours d'analyse technique ;
- Le logiciel d'analyse technique Marketvisionplus ;
- Le logiciel de cotes en temps réel Traderplus ;
- 10 jours d'utilisation gratuite pour les deux logiciels, sans frais ni obligation ;
- Un cours d'utilisation des logiciels .

Demandez, sans frais, la trousse complète par la poste en composant les numéros de téléphone ci-dessous ou par Internet à l'adresse suivante : www.demon.decisionplus.com



decisionplus.com

Tél: 514.392.1366

Sans frais: 1.877.392.1366

www.decisionplus.com

MARCHÉS BOURSIERS

L'énergie redresse le TSX

La Bourse de Toronto a terminé la semaine avec une poussée robuste, hier, notamment quand les titres du secteur de l'énergie ont été propulsés par une nouvelle hausse du cours du pétrole.

L'indice TSX/S&P a pris 137,54 points, à 14 103,87, après que trois séances boursières consécutives générées par la glissade des titres de l'énergie et des métaux lui eurent coûté 350 points. Le TSX termine la semaine en baisse de 133,19 points, ou 0,9 %.

L'indice est néanmoins en progression de 19 % par rapport au creux atteint le 21 janvier, même si les analystes s'inquiètent de voir que la poussée a été essentiellement alimentée par les titres énergétiques. «La flambee des prix du pétrole me paraît passablement insensée, a dit l'analyste Julie Brough, de la firme Morgan, Meighen and Associates. Il me semble évident qu'une partie de la poussée est purement spéculative ou alimentée par la chute du dollar américain. Il y a plusieurs gestionnaires de fonds spéculatifs qui doivent trouver comment générer des profits, et il n'y a que quelques moyens de le faire.»

A New York, le Dow Jones a grimpé de 42,91 points, à 12 891,86, même si l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'université du Michigan a atteint son niveau le plus bas des 26 dernières années, les consommateurs étant échaudés par la hausse des prix du carburant et des aliments et la chute de la valeur des maisons. «Le niveau [de cet indice] se trouve carrément dans la zone associée avec une récession, mettant en péril nos prédictions d'une croissance modeste pendant la première moitié de l'année», a noté l'analyste Rishi Sondhi, de la Banque Royale.

Le Nasdaq a reculé de 5,99 points, à 2422,93, en raison de l'annonce de Microsoft, tandis que le S&P 500 prenait 9,02 points, à 1397,84. Le titre du géant du logiciel a annoncé un recul de 11 % de son bénéfice trimestriel, à 4,39 milliards \$US.

À venir

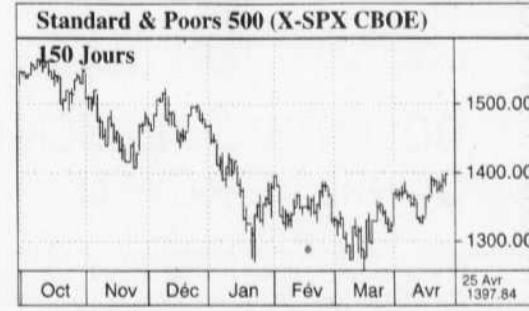
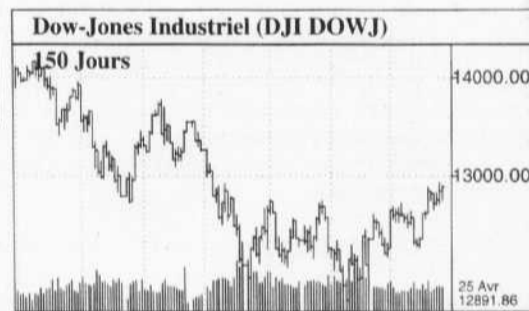
Fragilement remise sur les rails, Wall Street va voir son calme mis à rude épreuve la semaine prochaine, avec l'enchaînement d'une réunion de la Fed, des publications du PIB et du rapport sur l'emploi américain, le tout accompagné de la poursuite de la saison des résultats.

La semaine qui s'achève aura vu les principaux indices de Wall Street rester presque stables après leurs forts gains de la semaine précédente. Ainsi, l'indice Dow Jones Industrial Average a grignoté 0,3 % sur la semaine. L'indice Nasdaq a encore pris 0,8 % sur la semaine, l'indice élargi Standard and Poor's 500 (SP 500) a lui grappillé 0,5 %.

La semaine prochaine, la première épreuve du marché sera la réunion mensuelle de la Réserve fédérale (Fed), qui mène depuis plus de six mois une politique très agressive d'assouplissement monétaire pour tenter de fluidifier la circulation des capitaux et de redynamiser l'économie américaine. Après une baisse du taux directeur jusqu'à 2,25 %, «la récente amélioration des conditions des marchés financiers devrait autoriser la Fed à réduire son taux de seulement 0,25 point cette fois», estiment les analystes de Lehman Brothers.

Si lors des récentes réunions de la Fed, une pause monétaire aurait abattu le marché boursier, il y aurait désormais «du positif» associé à une telle décision, note M. Pado. En effet, cela «devrait aider le dollar, qui à son tour devrait faire baisser les prix du pétrole» et donc contenir une inflation, une nouvelle source d'inquiétude pour les investisseurs.

La Presse canadienne
Agence France-Presse



LES TAUX D'INTÉRÊT

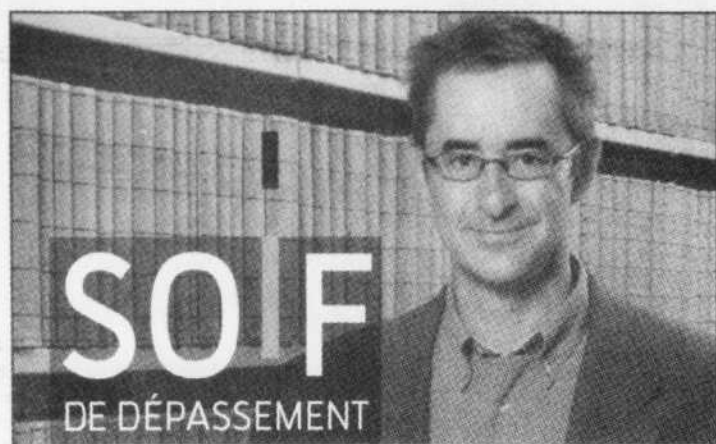
Voici les taux d'intérêt en vigueur le 24 avril 2008 dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme			Prêt hypothécaire				
	30-59 js	1 an	3 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans	
HSBC Canada	1,75	2,05	2,55	3,00	6,80	6,95	7,00	6,99
Nationale	1,75	2,10	2,60	3,15	7,00	6,75	7,00	7,00
Laurentienne	1,75	2,10	2,60	3,15	6,85	6,75	7,00	6,99
Royal	1,75	2,05	2,55	3,00	6,85	6,95	7,00	6,99
Scotia	1,75	2,05	2,55	3,00	6,80	6,90	7,00	6,99
TD	1,75	2,05	2,55	3,00	6,40	6,95	7,00	6,99
B. Montréal	1,75	2,05	2,55	3,00	6,85	6,95	7,00	6,99
CIBC	1,75	2,05	2,55	3,00	6,85	6,95	7,00	6,99
Desjardins*	1,75	2,10	2,60	3,15	7,00	6,75	7,00	6,99

*Taux suggéré par la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

Fiducies	Dépôt à terme			Prêt hypothécaire				
	30-59 js	1 an	3 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans	
Desjardins	1,75	2,10	2,60	3,15	7,00	6,75	7,00	7,00
Gr. Investors	—	—	—	—	6,85	6,95	7,00	6,99
Capitale Ass.	—	—	—	—	6,84	6,94	6,99	6,99

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



SOIF
DE DÉPASSEMENT

Professeure ou professeur régulier en développement social et régional

CONCOURS 1

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) regroupe environ 5500 étudiantes et étudiants répartis principalement dans ses campus de Rimouski et de Lévis.

SOMMAIRE DE LA FONCTION

Le candidat ou la candidate devra enseigner dans les programmes de doctorat et de maîtrise en développement régional et dans le programme de baccalauréat en développement social et analyse des problèmes sociaux, faire de la recherche dans les domaines du développement régional et du développement social, assumer des responsabilités d'administration pédagogique et participer aux instances de l'UQAR.

Date d'entrée en fonction: 15 juin 2008

Lieu d'affectation: Rimouski

Traitements: Selon la convention collective en vigueur

Renseignements: www.uqar.ca/offreemploi

Toutes les personnes qualifiées sont invitées à poser leur candidature, dans la priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Nous respectons le programme d'accès à l'emploi pour les femmes, les membres de minorités visibles et les personnes handicapées.

Toute candidature sera traitée confidentiellement.

UQAR

Rimouski | Lévis

www.uqar.ca

Département de mathématiques et de statistique

La Faculté des arts et des sciences sollicite des candidatures:

- > Un poste de professeure ou professeur en mathématiques fondamentales au rang d'adjoint.
(Aff: FAS 04-08/11)
- > Un poste de professeure ou professeur en statistique au rang d'adjoint.
(Aff: FAS 04-08/10)

Date d'entrée en fonction: Le ou après le 1^{er} juin 2009 (sous réserve d'approbation budgétaire).

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse en priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit à un programme d'accès à l'emploi pour les femmes, les minorités visibles et ethniques, les autochtones et les personnes handicapées.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site web: www.fas.umontreal.ca.

Université  de Montréal



LES PRODUCTIONS RECTO-VERSO SONT À LA RECHERCHE D'UNE
DIRECTEUR-TRICE GÉNÉRAL-E

Cadre de travail

Fondé en 1984 et membre de la coopérative Méduse à Québec, Recto-Verso est un organisme artistique sans but lucratif qui se voue à la recherche et la création d'œuvres de nature multidisciplinaire. En plus de concevoir ses propres œuvres, Recto-Verso gère 2 espaces de production et de diffusion, organise annuellement le festival d'art multidisciplinaire et électronique le Mois Multi et développe un programme d'accueil d'artistes en résidence.

Résumé du poste

La direction générale voit au financement et au développement de l'ensemble des activités de l'organisme. Sous l'autorité du conseil d'administration, elle planifie, organise, coordonne, dirige et contrôle les activités courantes, ainsi que l'ensemble des projets, en veillant à respecter les orientations artistiques de la compagnie. Elle anime la réflexion sur la réalisation du mandat et sur les orientations à développer. Elle assure la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. Elle travaille en étroite collaboration avec le directeur artistique de la compagnie.

Profil recherché:

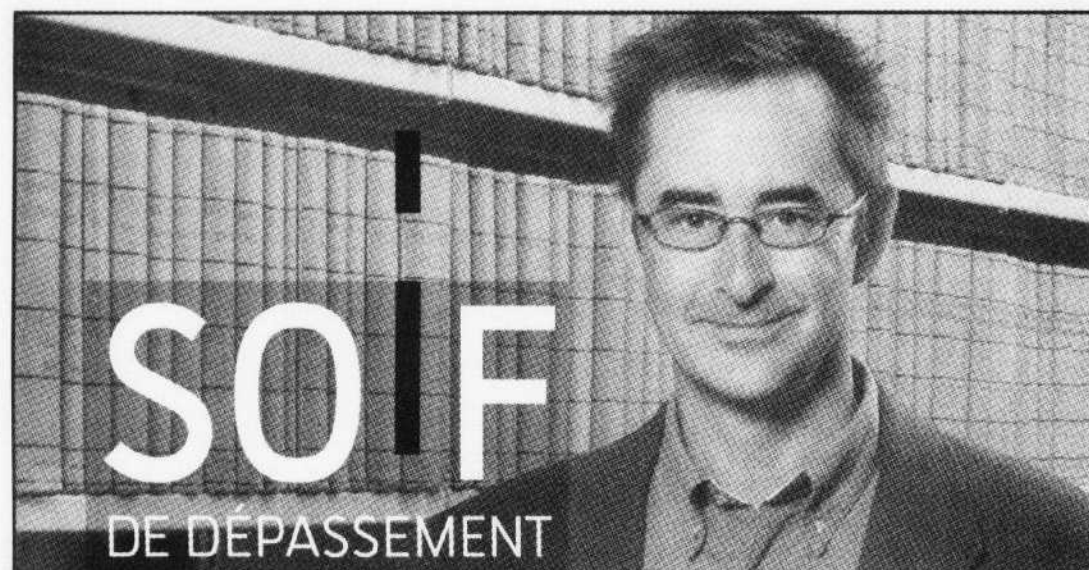
voir le www.meduse.org/recto-verso/annonce/annonce.html

Poste permanent à temps plein (35h/semaine).

Date d'entrée en poste: 2 juin 2008

Faites parvenir votre curriculum vitae ainsi qu'une lettre de motivation à l'attention du comité d'embauche uniquement par courriel à: recto-verso@meduse.org

Date limite dépôt de candidature: vendredi 9 mai 2008, 17 h
Seules les personnes dont la candidature est retenue seront contactées.



SOIF
DE DÉPASSEMENT

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) regroupe environ 5500 étudiantes et étudiants répartis principalement dans ses campus de Rimouski et de Lévis.

VICE-RECTRICE OU VICE-RECTEUR à la planification et aux partenariats

Lévis

La personne occupant le poste de vice-rectrice ou de vice-recteur à la planification et aux partenariats pour le campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski relève du recteur.

Cette personne est notamment responsable:

- ▶ de l'organisation et du fonctionnement du campus de Lévis;
- ▶ auprès du recteur, de la planification du développement du campus de Lévis;
- ▶ du développement des partenariats et des activités de représentation de l'Université en Chaudière-Appalaches.

La personne recherchée détient un diplôme de maîtrise et possède une vaste expérience en gestion universitaire, soit dans la sphère académique, soit dans la sphère administration.

La durée du premier mandat est de quatre ans.

ADJOINTE OU ADJOINT AU VICE-RECTEUR à la formation et à la recherche

Lévis

La personne occupant le poste d'adjointe ou d'adjoint au vice-recteur à la formation et à la recherche pour le campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski relève du vice-recteur à la formation et à la recherche. Elle accomplit notamment des fonctions académiques déléguées et identifie des besoins de formation et de recherche pour la région de Chaudière-Appalaches.

La personne recherchée détient un diplôme de troisième cycle, toutefois les candidatures exceptionnelles de personnes possédant une maîtrise pourront être considérées. De plus, elle possède une expérience administrative pertinente dans le domaine universitaire et des connaissances approfondies des structures organisationnelles et des processus de gestion en milieu universitaire tant en ce qui concerne les formations initiales et continues que la recherche.

DOYENNE OU DOYEN DES ÉTUDES DE PREMIER CYCLE

Rimouski

La personne occupant le poste de doyenne ou de doyen des études de premier cycle de l'Université du Québec à Rimouski relève du vice-recteur à la formation et à la recherche. Cette personne est notamment responsable de l'organisation générale, de la gestion, de l'évaluation, de la révision et du développement des programmes de premier cycle.

La personne recherchée détient un diplôme de troisième cycle et une expérience minimale de cinq (5) ans en enseignement universitaire.

RENSEIGNEMENTS: WWW.UQAR.CA/OFFREEMPLOI

Bureau du secrétaire général
Université du Québec à Rimouski
300, allée des Ursulines
Rimouski (Québec) G5L 3A1

Téléphone: (418) 724-1416
Courriel: secgen@uqar.ca

UQAR

Rimouski | Lévis

www.uqar.ca

Toutes les personnes qualifiées sont invitées à poser leur candidature, dans la priorité aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Nous respectons le programme d'accès à l'emploi pour les femmes, les membres de minorités visibles et les personnes handicapées.

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

LE DEVOIR



APPEL DE CANDIDATURES

DIRECTRICE GÉNÉRALE ou DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'ÉQUIPE DU CHRTR RECHERCHE

Un gestionnaire de haut niveau, doté d'une expérience éprouvée en gestion de projets d'envergure.

Ce gestionnaire devra faire preuve:

- D'un leadership mobilisateur démontré par de solides réalisations;
- D'une grande capacité d'influence;
- D'une vision stratégique;
- D'habiletés relationnelles hors du commun;
- D'une grande capacité à rassembler les acteurs autour de la poursuite de la mission et à établir de solides partenariats;
- D'un souci marqué pour la clientèle et le développement régional.

LES DÉFIS

- Renforcer la performance opérationnelle et réviser l'organisation du travail dans un environnement où les ressources humaines sont primordiales;
- Maintenir la mobilisation de l'équipe et l'équilibre budgétaire pour consolider le positionnement régional du Centre et sa vocation universitaire;
- Poursuivre le développement des services spécialisés;
- Compléter le redéploiement des services pour répondre aux besoins de la population;
- Soutenir l'engagement des partenaires dans la prise en charge des clientèles;
- Assurer la disponibilité des ressources pour appuyer la poursuite de la mission d'enseignement et de recherche.

LES EXIGENCES

- Détenir un diplôme universitaire de deuxième cycle en administration ou dans un domaine pertinent;
- Compter plus de dix années d'expérience dans des postes d'encadrement dans le réseau de la santé.

Le CHRTR est un établissement de santé dynamique et en pleine croissance.

Le CHRTR est devenu l'un des dix plus importants centres hospitaliers au Québec suite à la fusion des deux principaux centres hospitaliers de Trois-Rivières. Il compte sur plus de 300 médecins, pharmaciens et dentistes et près de 2 500 employés pour offrir à la population de la Mauricie et du Centre-du-Québec des soins généraux et spécialisés de courte durée. L'établissement rassemble 33 spécialités et dispose de 473 lits.

Grâce à un partenariat novateur avec la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, Trois-Rivières est le premier milieu au Québec à offrir la formation complète de doctorat en médecine en région. L'établissement accueille également une unité de médecine familiale (UMF) vouée à la formation de futurs omnipraticiens.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La rémunération et les avantages sociaux sont conformes aux politiques applicables aux hors cadres du secteur de la santé (classe 28).

Acheminer curriculum vitae et offre de service avant 17 h le 30 mai 2008 à l'adresse suivante:

Président du comité de sélection
Concours « Directrice générale ou directeur général »

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
1991, boul. du Carmel
Trois-Rivières (Québec) G8Z 3R9

louise_veillette@ssss.gouv.qc.ca
A/s: Mme Christiane Bonfanti

www.CHRTR.qc.ca

À compétence égale, la priorité d'embauche va au personnel d'encadrement du secteur de la santé et des services sociaux.

LES PETITES ANNONCES



CHARLEVOIX
LOCATION TOURISTIQUE ET CORPORATIVE
 Offrez-vous un séjour inoubliable dans le confort inégalé de nos villas de luxe, maisons de campagne, chalets, et laissez-vous séduire par leurs nombreux attraits : site unique, vue sur le fleuve, intérieur personnalisé, foyer, spa, sauna, douche hammam, table de billard... De 2 à 27 personnes. Tarifs à partir de deux nuitées.
www.lmcha.com
 418.435.6868 1.866.435.6868

514.985.3322 1 800.363.0305
DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

& Charme prestige



SAINT-LAMBERT
MAGNIFIQUE ET SPACIEUX COTTAGE. Un petit paradis à 3 minutes des ponts. Secteur paisible à 15 min à pieds du métro. Idéal pour petite famille, services et écoles à proximité. Jardin, joli étang avec cascades, arbres et fleurs.
WWW.COTTAGE-ST-LAMBERT.COM
PROP.: FRANCOISE GILBERT
 450-465-7024

VISITE LIBRE
DIM. 27 AVRIL - 14 À 16H



NOUVEAU
OUTREMONT
574 McEachran - 919 000 \$
CLÉ EN MAIN!
 Tout y est : vie de quartier, écoles, collèges, université, hôpitaux, transports, parcs, restos, magasins, etc. Cottage avec jardin, garage, gazonière et a/s/bains. 11 pièces, possibilité 4 chambres. Carrossé.
MLS/SIA #1435811

VISITE LIBRE
DIM. 27 AVRIL - 14 À 16H



NOUVEAU
OUTREMONT
1511 Ducharme - 369 000 \$
 Grand rez-de-chaussée avec 3 chambres, 2 s/bains, grande terrasse, garage intérieur et stationnement extérieur. Cuisine et s/bains rénovés. Bienvenu.
MLS/SIA #1437850



OUTREMONT
1295 St-Viateur - 1 089 000 \$
« LOCATION - LOCATION - LOCATION ! »
 Notion universelle et combien réelle. Cottage victorien, presque centenaire, avec tous les beaux éléments de cette époque : colonnes, vitraux, escalier, boiseries, etc. 9 pièces dont 4 chambres. Garage, jardin, salle de jeux.
MLS/SIA #1430006

VENDU




OUTREMONT
841 McEachran - 279 000 \$
 Condo près métro Outremont, écoles, parcs, magasins, restos, etc. Entrée privée, terrasse adjacente à la cuisine, 3 chambres, 1 bureau, 1226 p.c. net.
MLS/SIA #1409678



CHARLOTTE MICHAUD
514-272-1010
www.visitenet.com/cmichaud
 Groupe Sutton-Immobilier inc.
 Courtier immobilier agréé



BORD DE L'EAU SUR LE FLEUVE ST-LAURENT
Ste-Anne-de-Sorel
 Luxueuse résidence, construction supérieure, 2 000 pc par étage et grenier 4 c.c., 2 sdb, 1^{re} salle d'eau, bibliothèque, bureau, garage double, piscine creusée. Terrain paysagé 17 000 pc. 775 000 \$.
450-742-8525

Vous recherchez
 ... un endroit de rêve ?
 ... la résidence idéale en Gaspésie ?
 Dans la Baie-des-Chaleurs et la Haute-Gaspésie ?
Espace 2000 Courtier Immobilier inc.
Christian Cyr, a.i.a. 418 392-6120
www.immobilierspace2000.com
cyr.christian@globetrotter.net



GASPÉSIE - BAIE-DES-CHALEURS
 Cette belle maison ancestrale entièrement rénovée est située tout près du site historique du Banc de Paspébiac et du centre de thalassothérapie. En excellente condition avec son grand terrain, elle offre plein de potentiel : maison familiale ou gîte très bien situé. A voir absolument !
MLS 729716. 189 000 \$.



BORD DU MAJESTUEUX "LAC OUAREAU"
 Ville de charme avec 223, plage saisonnière et sécuritaire. Terrain plat, boisé, privé et paysager 80 212 p.c., vue panoramique du lac et des montagnes. Superficie habitable 2 938 pc. 9 pièces : 3 c.c., 3 s.d.b., foyer en pierre, véranda, balcon-terrasse, garage double. Près du village et du Mont La Réservé. 998 000\$. **MLS # 1420394.**
PAUL PERRON, agent. imm. nr. 1 866 774-3600
 Re/Max Ste-Agathe

Choisir la vue imprenable sur Québec et son fleuve. S'offrir la qualité de vie!

Aux premières loges!

Le Diamant Bleu
 CONDOMINIUMS

Bureau des ventes
Tél. : 418 838-4444
 6290, rue Saint-Laurent, condo 101
 Lévis (Québec) G6V 3P4
info@condosdiamantbleu.com
www.condosdiamantbleu.com

Réservez votre place dès maintenant!
PHASE IV en construction
 (phase finale) Plusieurs modèles disponibles



LANORAIE - Au bord du fleuve
 Magnifique cottage de 9 pièces, dont 3 chambres. Garages (4), piscine creusée, quai technico-marine. Un véritable domaine (105 000 p.c. de terrain). 945 000\$. Vendeur motivé. Toutes les photos : SIA #1361587.
LISE D. FERLAND
450 585-9500 • 1 877 585-9500
 Re/Max Unit courtier

VISITE LIBRE
 dimanche 4 mai 14h à 16h



1011 MARIE-VICTORIN, VERCHÈRES
 Bordure du fleuve. Superbe emplacement à 35 minutes de Montréal. Magnifique résidence construite en 1997. 4 chambres, air climatisé central, 2 foyers, grande véranda, piscine creusée chauffée. Terrain de 19 725 p.c. 549 000\$.
SUZANNE HAVARD GRISÉ,
 agent immobilier agréé 450 441-1576
 Royal LePage Heritage SHG

VISITE LIBRE
 19-20, 26-27, avril de 9h à 17h.



MAISON DE CAMPAGNE CENTENAIRE
 1h15 de Montréal et Québec. Entièrement rénovée, 4 chambres, 2 salles de bain. Cachet ancien, confort moderne. Terrain 33 000 pc. Vue sur la rivière Nicolet. St-Léonard d'Aston. 209 000\$
(819) 399-2250
www.duproprio.com/76848

VISITE LIBRE
 dimanche 14h à 16h



N-D-G - WESTMOUNT ADJ.
4217 NORTHCLIFFE
 NOUVEAU! 1^{re} visite libre! Superbe maison de 4 grandes c. à c. 2 s/bains, 1 s/d'eau, s/sol rénové. À quelques pas d'absolument tout! Hauts plafonds de 11pi au r. de c. Éléгант et spacieux hall d'entrée. Grand jardin. Stat. Gar. étroit. 689 000\$.
CLAUDETTE MOREAU 514 484-0404
 Sutton Centre-Ouest

VISITE LIBRE
 dimanche 27 avril 14h à 16h



LE TOURNESOL
 205 CÔTE STE-CATHERINE

OUTREMONT
 IMMEUBLE BIEN ENTRETENU ET BIEN ADMINISTRÉ
 UNITÉ 103
 2 CHAMBRES.
 BEAUCOUP DE POTENTIEL

399,000\$
514 271-8014



LANORAIE
DOMAINE AVEC ÉCURIE
 Domaine de 45 arpents avec grande écurie de 20 boxes (avec cuisine et grenier pour foin), piste d'entraînement pour chevaux de course, écurie froide et enclos. MLS 1323776. Site superbe à 40 minutes de Montréal.
JUDITH BOUTHILLIER 514 887-4032
 Re/Max Ambiance inc.



ADJACENT FRELIGHSBURG
 Fermette de 30 acres. Tout ce que vous désirez pour votre retraite à la campagne : maison centenaire complètement rénovée, grange et écurie, étang pour la baignade, rivière qui traverse le terrain. Prairies, champs, forêt. Véranda et terrasse. Fabuleux couchers de soleil. Une rareté à 1 h de Mt. 739 000 \$. MLS 1428228.
CHARLOTTE GARNIER 514 949-3505
www.charlottegarnier.com
 A.I.A. Royal LePage Action



VAUDREUIL-SUR-LE-LAC
 Bord du lac des Deux-Montagnes, face au coucher de soleil, cottage, 3 niveaux, 3 chambres, 2 s/bains, foyer bois, potager, jardin fleuri, terrain de 27 618 pc, 890 000 \$.
450 424-6127



SILLERY
À DEUX PAS DE MAGUIRE
 Spacieuse famille, élégante et fonctionnelle. Magnifique cottage américain sur 4 étages dans quartier très recherché. 5 chambres à l'étage, 4 salles de bain, foyer, très belle cour côté sud avec arbres matures. 629 000 \$. Un coup de cœur assuré!
MARIQUE BRISSON
418 686-5675 • 418 687-3211
 Re/Max 1er Choix



LOUISE GILBERT
514 937-7924

LES COURTIER DU CANAL
 Courtier immobilier agréé



LOFTS REDPATH - PHASE 2
 Superbe condo, style loft, plafonds béton 10 pieds. Unité de coin, fenestration exceptionnelle, vue unique sur le CANAL et la VILLE. Modèle traversant de 1 689 p.c., Terrasse, ascenseur avec accès direct au condo, 2 garages. 780 000\$.



LOFTS REDPATH
 Charmant loft, plafond 11 pi., électros en inox, balcon, garage, vue sur la ville. 275 000 \$.



QUAI DES ÉCLUSIERS
 Luxueux petit pied à terre, exceptionnel avec les qualités d'une grande unité. Aspirateur central, électros haut de gamme, cuisine design, garage, terrasse. 239 000 \$. À Voir!